

LA RENCONTRE DES ÉLUS DU PAYS D'ARLES AVEC LE PREMIER MINISTRE

Édouard Philippe reconnaît "l'urgence de prendre une décision"

"Encore une réunion pour rien. Aucune annonce n'a été faite". Ça, c'est pour la vision pessimiste distillée par le maire de Verquières, Jean-Marc Martin-Teissere, de cette rencontre entre les élus bucco-rhodaniens et le Premier ministre. Ce dernier avait organisé jeudi soir un repas à l'hôtel de Région en présence d'une soixantaine de maires, parlementaires et autres élus du département. Certains d'entre eux ont d'ailleurs déploré la forme, dénonçant un certain brouhaha : "Faire ça au milieu d'un repas, c'est compliqué d'entendre tout ce qui se dit, d'autant plus que l'acoustique n'était pas très bonne". Pour le fond, la question de la Métropole a évidemment occupé une grande partie des débats. "Celle de l'intégration du Pays d'Arles a bien dû monopoliser le tiers ou la moitié des échanges", confirme le député Bernard Reynès, qui était présent, comme d'autres élus du Pays d'Arles. La presse n'étant pas invitée à assister à cette rencontre, c'est donc le témoignage de ces

différents élus qui a permis de retracer le fil de la soirée et des annonces qui ont été faites. Premier enseignement, qui n'a souffert d'aucune contestation ou interprétation de la part des personnes présentes, qu'elles soient en faveur ou non d'une intégration du Pays d'Arles au sein de la Métropole : l'affirmation de la part d'Édouard Philippe de "l'urgence à prendre une décision". Juillet, septembre, début d'année ? La réponse diffère suivant les interlocuteurs.

"Une chose est sûre, il y a une unanimité dans les deux camps pour qu'une décision soit tranchée rapidement", précise Jean Mangion. À l'instar de Bernard Reynès, Monica Michel, Hervé Chérubini et Michel Fenard, le maire de Saint-Etienne-du-Grès a pris la parole au cours de la soirée pour expliquer sa position. L'élu a notamment remis au Premier ministre un dossier contenant des données sur l'évolution économique du Pays d'Arles, avec la note de l'Insee "qui apporte la preuve que le ruis-

sellement se fait jusqu'à Arles", mais aussi la liste des 300 élus du territoire qui sont favorables à une intégration au sein de la Métropole.

Une fusion avant les élections présidentielles

Les "anti-Métropole" avaient également préparé tout un tas de documents à remettre à Édouard Philippe, allant cette fois dans le sens d'un territoire indépendant qui serait dans la mesure de s'en sortir économiquement. Hervé Chérubini, maire de Saint-Rémy-de-Provence et président de la CCVBA, garde en tout cas espoir à la suite de cette rencontre. "Le Premier ministre, indiscutablement, était à l'écoute, il prenait des notes... Il a clairement dit 'avec ou sans Pays d'Arles' dans son propos, donc rien n'est décidé. On va voir comment tout cela évolue..."

"Le Premier ministre a entendu, est-ce qu'il a compris, c'est autre chose", reprend Jean-Marc Martin-Teissere.

Autre élément qui semble ne souffrir d'aucune contestation dans les deux camps, celle de l'échéance sur la fusion entre le Département et la Métropole. "Ce serait en janvier 2021 ou janvier 2022, il a été assez clair sur le fait qu'il ne souhaite pas qu'un autre Président puisse éventuellement revenir dessus", affirment les élus présents.

Après avoir écouté attentivement les débats, le Premier ministre a procédé à une restitution. "Il n'a pas évoqué le référendum, ni le droit à l'expérimentation", fait remarquer Bernard Reynès. "La seule chose que j'ai retenue, c'est que rien n'était fait pour le moment", indique de son côté Claude Vulpian, président d'ACCM. Une question de point de vue.

Rémi SIMONPIETRI

Ont assisté à la rencontre : les deux députés et la sénatrice, les trois présidents des intercos, le président du PETR, ainsi que les maires de Tarascon, Arles et St-Etienne du Grès.